

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 28 octobre 2015

Objet n° 60 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins; M. Frederic Nimal, Echevin f.f.; MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Emin Ozkara, Mmes Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, M. Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mme Lorraine de Fierlant, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Joëlle van Zuylen, M. Quentin van den Hove, Mmes Barbara Trachte, Berrin Saglam, M. Bram Gilles, Mme Asma Mettioui, M. Thomas Eraly, Mme Bernadette Vriamont, M. Eric Platteau, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: Mme Cécile Jodogne, M. Halis Kökten, Mme Mahinur Ozdemir, MM. Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Conseillers communaux.

#Objet : Règlement général sur la police des transports funèbres, inhumations, cimetière et caveaux d'attente - Modifications - Approbation #

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 n'ont pas voté.

Vu la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures, et ses modifications subséquentes ;

Vu les articles 114 et 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu le règlement général sur la police des transports funèbres, inhumations et cimetière du 29 mars 1973, et ses modifications subséquentes ;

Vu la modification de l'article 77 du code civil intervenue suite à l'entrée en vigueur, le 1er septembre 2013, de la loi du 14 janvier 2013 portant diverses dispositions relatives à la réduction de la charge de travail au sein de la justice ;

Vu la circulaire ministérielle du 29 décembre 2000 relative aux communes concernées par l'apposition de scellés administratifs par les autorités communales ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter le règlement général sur la police des transports funèbres, inhumations et cimetière suite à la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins supprimant l'apposition de scellés sur les cercueils et l'obligation de présence d'un agent de l'administration lors de la mise en bière des corps à incinérer ou des corps destinés au rapatriement ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

REGLEMENT GENERAL SUR LA POLICE DES TRANSPORTS FUNEBRES, INHUMATIONS, CIMETIERE ET CAVEAUX D'ATTENTE

Titre 1 : Des Inhumations

Chapitre I

Dispositions générales

Article 1^{er}:

Il est tenu au bureau des inhumations un registre dans lequel sont inscrits, jour par jour, sans blanc, ni lacune, toutes les inhumations, tous les dépôts de cendres en columbarium ou en terre ainsi que toutes les dispersions de cendres ayant lieu au cimetière communal. Y sont mentionnés en outre, le lieu détaillé de la sépulture et tous renseignements utiles au service.

Article 2:

Toute inhumation a lieu dans une fosse séparée, sauf ce qui est prescrit au règlement relatif aux concessions.

Le bourgmestre peut toutefois autoriser le placement dans un même cercueil des corps de la mère et de l'enfant mort-né, ainsi que de jumeaux mort-nés.

Article 3:

a) Les cendres des corps incinérés ne peuvent être conservées au cimetière que dans les conditions suivantes :

- soit inhumées, après avoir été recueillies dans des urnes ;
- soit placées en columbarium ;
- soit dispersées sur une parcelle réservée à cet effet.

b) Les cendres des corps incinérés peuvent également être dispersées, inhumées ou conservées dans un endroit autre que le cimetière, tel que défini dans l'article 24 de la Loi du 20 juillet 1971 alinéa 4, 1° à 3°.

Article 4:

Les inhumations en fosses ordinaires se font conformément aux prescriptions de la loi du 20 juillet 1971. Les fosses auront une longueur de 2 m et une largeur de 0,80 m.

Elles auront une longueur de 1,25 m et une largeur de 0,80 m pour l'inhumation :

1° de corps d'enfants de moins de 7 ans ;

2° d'urnes contenant des cendres humaines pour autant que les dimensions de l'enveloppe n'excèdent pas celles d'un cube de 0,50 m de côté.

- la reprise de ces fosses n'a lieu qu'après un terme minimum de cinq années, à dater du jour de l'inhumation.
- la désaffectation des terrains, concédés ou non, est annoncé par avis, affichés aux accès de ces terrains et à l'entrée du cimetière ;

Ils informent les intéressés du délai pendant lequel les signes indicatifs de sépulture peuvent être enlevés.

- la reprise des cellules du columbarium s'opère de la même manière.

Chapitre II

Des formalités préliminaires à l'inhumation ou à la crémation

Article 5:

Tout décès survenu ou constaté dans la commune, est déclaré sans tarder au bureau de décès et conformément aux dispositions du code civil. Les déclarants se rendent ensuite au bureau des inhumations pour arrêter les dispositions relatives aux funérailles.

A défaut de ce faire, celles-ci seront effectuées d'office par les soins de la Commune, aux frais de la succession.

Si les funérailles se déroulent en présence d'un nombre important de personnes et éventuellement se prolongent au delà de l'heure de fermeture du cimetière, cela doit être signalé au bureau de décès dans les plus brefs délais.

Article 6:

Il ne peut être procédé au moulage, à l'embaumement ou à la mise en bière, *avant que l'officier de l'état civil ou son délégué ne se soit assuré du décès au moyen d'une attestation de décès (établie par un médecin). Toute infraction à cette prescription sera signalée au commissaire de police compétent.*

Article 7:

Les dépouilles mortelles doivent être placées dans un cercueil. *La mise en bière a lieu par les soins de la famille aussitôt que possible après constatation du décès par un médecin et après que le décès ait été porté à la connaissance de l'officier de l'état civil ou de son délégué au moyen d'une attestation de décès.* Le délai sera particulièrement court dans tous les cas où le décès est dû à une maladie transmissible. Un cercueil contenant un corps ou des cendres ne peut en aucun cas être ouvert sans l'autorisation écrite du bourgmestre.

L'emploi de cercueils, de gaines, de linceuls, de produits et de procédés empêchant soit la décomposition naturelle et normale des corps, soit la crémation est interdit.

Les cercueils, les objets et procédés visés à l'alinéa précédent devront répondre aux conditions définies par le Roi.

L'embaumement préalable à la mise en bière sera autorisé dans les cas qui sont déterminés par le Roi.

Lorsque les circonstances le recommandent, le bourgmestre prescrira l'apposition de scellés. Son préposé scelle le cercueil en apposant un cachet à la cire sur une des vis fixant le couvercle sur le coffre.

Le bourgmestre prescrira et, au besoin, fera exécuter d'office, aux frais des familles intéressées, toutes les mesures propres à assurer le parfait conditionnement des cercueils.

Article 8:

La mise en bière des corps à incinérer *se fait conformément* aux prescriptions de la loi du 20 juillet 1971 et de l'arrêté royal du 19 janvier 1973, relatives à l'incinération des cadavres humains. Les scellés seront apposés sur le cercueil de la manière indiquée à l'article 7 ci-dessus.

Article 9:

En vue de l'inhumation dans le cimetière d'une autre commune, d'un corps ou de cendres de personnes décédées ou inhumées à Schaerbeek, l'officier de l'état civil ne délivrera le permis d'inhumer prévu à l'article 77 du code civil, que sur production d'un document établissant l'accord du bourgmestre du lieu de destination.

Il exigera la même attestation préalablement à tout transfert vers une autre commune de cendres ou corps déposés temporairement à Schaerbeek.

Le bourgmestre prescrira les mesures qui s'imposent dans l'intérêt de l'hygiène et de la salubrité publiques.

Article 10:

En cas d'épidémie, quand l'enlèvement des cadavres est ordonné d'une manière spéciale, et en tout temps lorsque l'hygiène et la salubrité publiques l'exigent, le bourgmestre prend toutes les mesures qui s'imposent pour la sauvegarde de celles-ci.

Titre 2 : Des convois funèbres

Article 11:

La surveillance des convois funèbres appartient à l'autorité communale qui veille à ce qu'ils se déroulent dans l'ordre, la décence et le respect dû à la mémoire des morts.

Article 12:

Aucun transport de corps de personnes décédées, ou de cendres, ne peut avoir lieu sans autorisation du bourgmestre. Cette autorisation n'est toutefois pas requise pour un transport, en simple transit sur le territoire de la commune, à destination d'une autre localité, sauf en cas d'épidémie.

Article 13 :

Le transport des personnes décédées ne peut être assuré que par les entreprises de pompes funèbres inscrites comme telles au registre de commerce, ou les personnes spécialement habilitées par le bourgmestre. Il doit avoir lieu par corbillard, sauf ce qui est prévu à l'article 14 ou véhicule spécialement équipé à cette fin.

Article 14:

Le dépôt sur le territoire de Schaerbeek de cendres ou corps, ramenés dans la commune, est subordonné à l'autorisation du bourgmestre. Sauf dérogation spéciale, le transport de corps doit avoir lieu par corbillard ou véhicule spécialement équipé à cette fin. L'utilisation d'un véhicule privé, tout en respectant les règles de la bienséance, est autorisée en ce qui concerne le transport de cendres de personnes incinérées.

Lorsqu'il s'agit de cendres ou corps exhumés, ceux-ci ne peuvent être déposés qu'au caveau d'attente de la commune.

Article 15:

Le bourgmestre peut autoriser le transfert, par civière, de corps mis en bière. Dans ce cas le cercueil est recouvert d'un drap mortuaire et le corbillard accompagne le cortège.

Article 16:

Le transport funèbre des indigents, décédés ou trouvés morts sur le territoire de la commune est assuré suivant les modalités arrêtées par le Collège des Bourgmestre et échevins dans le respect des dispositions du présent règlement. L'administration avance les frais nécessaires sous réserve de récupération auprès des ayants-droit éventuels du défunt.

Article 17:

La commune prend en charge, dans les limites géographiques des 19 communes de Bruxelles-Capitale, le transport funèbre vers le cimetière de Schaerbeek des personnes comprises dans une des catégories suivantes :

1. Militaires morts au Champs d'Honneur ;
2. Personnes exécutées par l'ennemi ;
3. Personnes décédées au cours d'actes de résistance à l'occupant ;
4. Personnes décédées du fait de leur déportation ou de leur emprisonnement par l'ennemi ;
5. Prisonniers de guerre décédés du fait de leur captivité ;
6. Invalides de guerre dont le pourcentage d'invalidité atteint au moins 50 % et qui sont, de ce chef, titulaires d'un brevet de pension à charge du Trésor ;
7. Anciens combattants et assimilés de guerre 1914-1918 et 1940-1945 lorsque leur qualité est prouvée par une attestation officielle.

Toutefois, les personnes appartenant aux catégories 6 et 7 doivent être inscrites à Schaerbeek au moment du décès pour pouvoir bénéficier de la gratuité.

Le transport funèbre est assuré, conformément à l'article 13, par une entreprise de pompes funèbres désignée périodiquement par l'administration communale par voie d'appel d'offres ; il a lieu aux conditions du cahier des charges.

La gratuité assurée par la Commune ne s'applique qu'au trajet simple.

Article 18:

L'exhibition de tout emblème, signe ou objet quelconque de nature à troubler l'ordre ou la décence des convois funèbres est interdite.

Article 19:

abrogé.

Article 20 :

Les véhicules accompagnant les convois funèbres sont admis au cimetière. Les véhicules ne peuvent s'écarter des avenues, ni stationner sans nécessité ; ils suivront au pas l'itinéraire indiqué par le personnel.

Titre 3 : Du cimetière

Chapitre I

Dispositions fondamentales

Article 21 :

Le cimetière communal est destiné à l'inhumation des corps ou des cendres, à la dispersion des cendres ou au placement de celles-ci en columbarium :

1. des personnes décédées ou trouvées mortes sur le territoire de la commune ;
2. des personnes qui, ayant leur domicile ou leur résidence dans la commune, sont décédées hors du territoire de la commune ;
3. des personnes qui y possèdent le droit d'inhumation dans une concession ou le droit de dépôt d'urne en cellule concédée ;
4. des personnes qui ont leur résidence ou domicile dans une maison de repos, un institut spécialisé ou à la résidence d'un de leurs enfants ; et qui, préalablement, en dernier lieu ont eu leur domicile ou leur résidence habituelle à Schaerbeek ;
5. des personnes qui ont eu leur domicile ou leur résidence pendant au moins 20 ans à Schaerbeek ;

6. des personnes qui, au moment du décès, ne remplissent pas les conditions citées au point 1 à 5 et qui font l'objet d'une dispersion des cendres au cimetière communal, moyennant le paiement du tarif prévu à l'article 5 du règlement-redevance sur l'utilisation du caveau d'attente, sur toute prestation extérieure fournie par le personnel des inhumations, sur toute réouverture d'un caveau de famille, ainsi que sur toute prestation du médecin commis par l'officier de l'état civil.
7. des personnes qui au moment du décès ne sont pas reprises dans une des catégories citées ci-dessus, moyennant le paiement du tarif comme prévu à l'article 6 du Règlement-tarif des concessions de sépultures.

Pour l'application du présent règlement, le domicile est établi conformément aux dispositions du code civil relatives à la matière.

La preuve de la résidence résulte de l'inscription au registre de la population ou au registre d'attente.

Article 22 :

Le transfert en parcelle ordinaire de cendres ou de corps, qui ont été inhumés dans le cimetière d'une autre commune, est interdit.

Article 23 :

Au cimetière communal, toutes les inhumations, toutes les dispersions des cendres ou leur placement en columbarium, ont lieu uniquement par les soins des agents de l'Administration, sans distinction de culte ni de croyances philosophiques ou religieuses, dans les parcelles désignées par le bourgmestre.

Des bornes ou des plaques mentionnent les numéros des pelouses et les divisions du terrain.

Article 24 :

Sauf les exceptions déterminées par le bourgmestre, les corps ou cendres à inhumér dans les fosses ordinaires, ou concessions sans caveau, ne peuvent être placés dans les cercueils dont la matière ne serait pas rapidement périssable.

Une enveloppe métallique hermétiquement fermée est obligatoire dans les bières à déposer dans les caveaux de famille et dans les caveaux d'attente.

Chapitre II

Des exhumations

Article 25 :

Aucune exhumation, à l'exception de celles ordonnées par l'autorité judiciaire, ne peut être effectuée qu'avec l'autorisation expresse du bourgmestre.

Aucune demande d'exhumation ne sera accordée en période hivernale, du 1^{er} octobre au 31 mars inclus, à l'exception de celles ordonnées par l'autorité judiciaire.

Le bourgmestre refuse l'autorisation ou prescrit des mesures spéciales lorsque la personne à exhumer est décédée à la suite d'une maladie contagieuse, épidémique ou infectieuse.

Les exhumations sont effectuées par une firme spécialisée, désignée par le Collège des Bourgmestre et Echevins, sous la surveillance du personnel du cimetière.

Pour des raisons de sécurité et de salubrité publique, les familles et les personnes extérieures au cimetière et non mandatées à cette fin, ne sont pas autorisées à y assister.

Dans tous les cas, il est dressé procès-verbal de l'exhumation.

Article 26 :

L'exhumation d'un corps en vue de la crémation peut être autorisée pour autant que les formalités prescrites par la loi du 20 juillet 1971 et l'arrêté royal du 19 janvier 1973 aient été accomplies.

Article 27 :

Si l'exhumation a lieu en vue du transport du corps dans un autre cimetière, l'utilisation d'une enveloppe métallique, parfaitement étanche, est obligatoire.

Article 28 :

En cas d'exhumation sans transfert dans un autre cimetière, le bourgmestre prescrit le renouvellement de la bière ou toute autre mesure de nature à sauvegarder la décence ou la salubrité publique.

Article 29 :

Sauf les exceptions prévues au règlements sur la matière, la redevance sur les exhumations, les frais d'exhumation, ainsi que ceux du nouveau cercueil, de l'enlèvement et du remplacement éventuel du monument élevé sur la tombe ou sur les tombes voisines, sont à charge des familles intéressées ou du requérant.

Chapitre III

De la Police des Cimetières - Dispositions générales

Article 30 :

Le conservateur du cimetière ou son adjoint, est chargé, sous l'autorité du bourgmestre, de la police du cimetière ; il l'exerce à l'aide du personnel affecté à la nécropole.

A cette fin, tous deux ont qualité d'agent de police.

Article 31 :

Le contremaître, les chefs d'équipe, les gardiens du cimetière et les fossoyeurs ont qualité d'agent de police pendant l'accomplissement de leurs attributions respectives.

Article 32 :

Le conservateur du cimetière ou son adjoint réprime ou fait cesser immédiatement tout désordre provoqué par les discours ou les cérémonies sur les tombes.

Article 33 :

Quiconque ne se comporte pas avec le respect dû aux morts ou enfreint l'une des défenses portées au

présent règlement est expulsé du cimetière, sans préjudice des poursuites éventuelles. Outre ces poursuites, l'accès du cimetière pourra, selon la gravité du cas, être interdit temporairement aux personnes qui ont contrevenu aux mesures d'ordre concernant le champ de repos.

Article 34 :

Le cimetière est ouvert au public de 8 h à 16 h 15, sauf exceptions à prescrire par le collège des bourgmestre et échevins.

Le bureau de renseignements est accessible au public de 8 h à 12 heures et de 13 h à 16 heures, sauf dispense accordée en vertu de l'article 5 alinéa 3.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus le cimetière est ouvert au public les samedis, les dimanches et jours fériés de 8 h 30 à 16 h 15.

L'accès des véhicules est autorisé dans l'enceinte du cimetière, tout en respectant le code de la route.

Article 34 bis :

Le conservateur du cimetière ou son adjoint peut en concertation avec l'autorité qui a la gestion du cimetière dans ses attributions, en ordonner la fermeture en cas de nécessité due à un risque sérieux de tempête annoncée par l'Institut Royal Météorologique et pour autant que des vitesses de vents supérieures à 80 km/h soient annoncées (Alerte orange).

Un avis de fermeture signalant la tempête sera apposé à l'entrée du cimetière.

Le cimetière ne sera rouvert qu'après inspection, nettoyage et sécurisation des lieux.

Article 35 :

La fermeture des portes est annoncée une demi-heure à l'avance par une sonnerie qui est répétée un quart d'heure plus tard. Dès ce moment, le public n'est plus admis à pénétrer dans le cimetière.

Article 36 :

L'entrée du cimetière est interdite aux gens en état d'ivresse, aux marchands ambulants, aux jeunes enfants non accompagnés, aux personnes accompagnées d'animaux, sauf s'il s'agit de chiens servant de guide ou d'attelage à un invalide ou à un infirme. Elle l'est aussi aux porteurs d'armes à feu, excepté pour nécessités de service.

Article 37 :

Dans le cimetière, il est défendu :

1. d'escalader et de franchir les clôtures extérieures,
2. de pénétrer avec des bannières, étendards ou fanions à l'exception des drapeaux nationaux, régionaux, communaux et celui de la Communauté Européenne, sans autorisation du bourgmestre,
3. de faire aucune marque ou entaille aux arbres, d'arracher ou découper des branches ou plantes quelconques (cette interdiction ne s'applique pas à l'entretien normal des tombes par les membres de la famille ou leur représentant),
4. d'endommager les monuments, emblèmes funéraires, ou tous objets servant d'ornement aux tombes, d'écrire sur les pierres tombales,
5. de s'introduire dans les massifs, de marcher, de s'asseoir ou de se coucher sur les tombes ou sur le gazon des pelouses et des avenues,
6. de dégrader les chemins ou les allées,
7. de prendre les oiseaux ou de détruire leurs nids,
8. de laisser les enfants sans surveillance,
9. de déposer des ordures, de jeter des papiers ou tous autres objets quelconques ailleurs que dans les corbeilles prévues à cet effet,
10. de commettre aucune action contraire à la décence,
11. de pénétrer sans autorisation dans les locaux réservés au personnel ou dans les dépôts mortuaires,
12. de colporter, d'étaler, de vendre des objets quelconques,
13. de se livrer à aucun jeu,
14. de chanter ou de faire de la musique sans l'autorisation du bourgmestre,
15. d'apposer des affiches, tableaux, écrits ou autres signes d'annonces soit à l'intérieur, soit aux portes ou aux clôtures du cimetière,
16. de photographier les signes de sépulture ou d'y apporter un changement quelconque en y fixant à demeure des plaques, photographies, emblèmes religieux ou autres, sans autorisation préalable de l'administration communale,
17. de prendre des moulages ou des croquis de tout ou partie de monuments funéraires, sans autorisation de l'administration communale,
18. d'entraver de quelque manière que ce soit, le passage d'un convoi funèbres,
19. d'emporter ou de déplacer aucun objet se trouvant dans le cimetière sans autorisation du conservateur ou de son adjoint. Cette disposition est applicable à toutes les personnes, y compris les entrepreneurs, qui se chargent d'exécuter aux tombes un travail, même minime,
20. d'effectuer aucune réparation aux signes funéraires sans l'assentiment du conservateur du cimetière ou son adjoint.

Article 38 :

Il est interdit à tous individus de faire aux visiteurs du cimetière ou aux personnes accompagnant les convois funèbres, des offres de service soit pour eux, soit pour des tiers. Il est également interdit de s'entremettre dans toute affaire qui relève de la compétence de la Commune en matière d'inhumation.

Il est défendu de pénétrer et de circuler dans le cimetière avec des outils destinés à l'entretien des tombes si l'on ne peut justifier de travaux à y exécuter.

Article 39 :

Il est interdit à tous fabricants de cercueils, entrepreneurs de pompes funèbres ou de monuments funéraires, loueurs de voitures, à leurs commis ou courtiers et à toutes autres personnes qui s'occupent de commerce se rattachant aux obsèques ou aux sépultures, de stationner dans les bureaux des inhumations, ainsi qu'aux abords de ceux-ci et d'y faire des offres de service quelconques.

L'accès aux bureaux du cimetière sera interdit aux personnes ayant contrevenu au présent article, dont les dispositions sont étendues à tous les bureaux du service des inhumations, y compris ceux situés en dehors du cimetière.

Article 40 :

Les objets trouvés dans le cimetière doivent être remis sans délai au conservateur ou à son délégué.

Celui-ci en prend acte et se charge du dépôt de ces objets au bureau de police.

La Commune n'est pas responsable des vols qui seraient commis au cimetière. Les familles éviteront de déposer sur les tombes aucun objet qui puisse tenter la cupidité. Les garnitures doivent être solidement fixées au monument.

Chapitre IV

Dispositions particulières concernant le placement de monuments et autres signes funéraires

Article 41 :

Sans préjudice du droit du titulaire de la concession et sauf volonté contraire du défunt ou opposition de ses proches et compte tenu des dispositions particulières relatives au columbarium, toute personne a le droit de placer un signe indicatif de sépulture sur la tombe de son parent ou de son ami, au plus tôt 3 mois après l'inhumation.

Les monuments doivent, en cas de concessions, être maintenus pendant toute sa durée.

Article 42 :

Aucun signe indicatif de sépulture ne peut servir à 2 ou plusieurs tombes sauf les exceptions accordées par le Collège des bourgmestre et échevins pour des motifs fondamentalement justifiés.

Article 43 :

Toute entrée de matériaux et tout travail de construction, de placement de monument, de terrassement ou de plantation sont interdits dans le cimetière, les samedis, dimanches et jours fériés légaux. Cette mesure est également applicable les autres jours entre 12 et 13 heures, sauf autorisation du conservateur du cimetière ou de son adjoint.

Cette interdiction ne s'applique pas à la pose, par les familles, de simples signes indicatifs de sépulture transportables à bras, ni au dépôt de couronnes, de fleurs ou de médaillons.

Article 44 :

A compter de l'avant-dernier jour ouvrable du mois d'octobre, jusque et y compris le 2 novembre de chaque année, il est défendu :

a) de placer ou d'enlever tout signe ou accessoire funéraire quelconque ;

Cette interdiction ne s'applique pas aux couronnes, médaillons et fleurs ;

b) de graver ou d'approfondir des inscriptions sur les signes de sépulture, d'exécuter tout travail de ciselure, de peinture, de dorure, de nettoyage, de rejointoiement et de redressement de tout signe de sépulture ou accessoire ;

c) de faire aucune plantation, d'arbres ou d'arbustes ;

d) de circuler dans le cimetière avec des charrettes, brouettes ou autres véhicules, échelles, seaux et autres ustensiles servant aux travaux de nettoyage. Cette interdiction n'est pas applicable aux voitures transportant des visiteurs et ne l'est qu'à partir du premier novembre, 10 heures, aux véhicules de livraison de fleurs destinées à la garniture des tombes.

Article 45 :

Les pierres ou signes de sépulture, dont le placement ne serait pas terminé au plus tard le pénultième jour ouvrable du mois d'octobre, devront être enlevés par les intéressés et transportés hors du champ de repos, le lendemain avant 11 heures.

Les pierres, signes, matériaux et autres objets non enlevés par les intéressés à ce moment, le seront d'office par les soins de l'Administration, aux frais, risques et périls des contrevenants, sans aucun recours pour ces derniers.

Le présent article est d'application sans préjudice des pénalités de droit.

Article 46 :

Le placement de monuments sur les sépultures est soumis aux mesures de police du présent règlement. Les projets de placement seront présentés à l'approbation du bourgmestre avant toute exécution. Les plans cotés et dressés en double expédition seront datés et signés par les concessionnaires. Ils comporteront les inscriptions et épitaphes, qui ne pourront être de nature à troubler la décence du lieu, l'ordre ou le respect dû aux morts.

Ces projets ne seront approuvés que sous réserve des droits de tiers.

Article 47 :

Il est interdit de placer des chapelles vitrées sur les tombes.

Article 48 :

Les alignements de tous signes à placer sur les sépultures, seront arrêtés par l'Administration.

Article 49 :

Aucun signe de sépulture ne pourra dépasser la hauteur de 1 m, depuis le sol, sauf exceptions admises par le Collège des Bourgmestre et échevins de la Commune d'Evere ou de Zaventem, chacun selon sa compétence territoriale, pour l'érection de monuments à caractère patriotique ou communal. Les faces postérieures des tombes seront bordées de haies vives aux feuilles toujours vertes ; ces haies auront une hauteur de 1.10 m.

Article 50 :

Tous signes indicatifs de sépulture à placer sur les fosses ordinaires ne peuvent excéder 1.50 m. de longueur et 0.80m de largeur, sans pouvoir dépasser en aucun cas les dimensions de la tombe. Ces mesures sont réduites à 1 m. de longueur et à 0.60 m. de largeur pour les tombes d'enfants de moins de 7 ans et pour celles destinées à l'inhumation d'urnes pour autant que les dimensions de l'enveloppe extérieure, contenant l'urne, n'excèdent pas celles d'un cube de cinquante centimètres de côté.

Article 51 :

Les monuments à placer sur toutes concessions de sépulture, peuvent comporter une corbeille perçant les semelles de part en part. Ces corbeilles ne pourront déborder les limites du monument, ni fragiliser la structure du monument.

Elles peuvent être pourvues d'un couvercle de même matériau que la semelle percée ; ce dernier servira à recouvrir ladite corbeille lorsque l'Administration le jugera utile pour la propreté et la décence du cimetière. Ce couvercle portera le même numéro d'ordre que la sépulture.

Article 52 :

Toute semelle de monuments à placer sur les concessions de sépulture aura au moins 0.10 m. d'épaisseur. Elle devra être d'une seule pièce plane et recouvrir toute la superficie du terrain concédé, sauf les exceptions à établir par l'Administration.

La projection du corps de monument sur le plan horizontal ne peut tomber en dehors des limites de la concession et doit avoir un retrait bilatéral d'au moins 0.075 m., sauf les dérogations accordées par le Collège échevinal pour des raisons majeures.

Article 53 :

Les demandes de concessions de 15 ans comportent l'engagement du demandeur

- 1) de faire placer sur la tombe dans les 12 mois de l'octroi au moins un encadrement en pierre bleue, granito ou pierre artificielle ;
- 2) de laisser subsister le susdit monument pendant toute la durée de la concession ;
- 3) de faire exécuter au monument, à la première réquisition de l'Administration, tous les travaux rendus nécessaires par quelque cause que ce soit.

Les dimensions des signes indicatifs auront 2 m x 1 m., 0.20 m. de hauteur sur 0.10 m. d'épaisseur, sauf le côté bordant le chemin et servant de marche de propreté, qui aura 0.15 m. d'épaisseur. Les signes indicatifs ne peuvent en aucun cas excéder les dimensions de 2 m x 1 m. Ces dimensions seront réduites à 1.25 m. de longueur et 0.80 m. de largeur pour les concessions pour enfants de moins de 7 ans et pour celles destinées à l'inhumation d'urnes pour autant que les dimensions de l'enveloppe extérieure, contenant l'urne, n'excèdent pas celles d'un cube de cinquante centimètres de côté.

Article 54 :

Tous signes de sépulture destinés aux tombes ordinaires et aux concessions de 15 ans, doivent être introduits au cimetière en une seule fois, sauf si leur poids élevé justifie une dérogation à cette mesure. Leur poids total ne pourra jamais dépasser 2.000 kilogrammes.

Article 55 :

Des dispositions particulières seront prises par les intéressés pour assurer la stabilité parfaite des signes de sépulture sur les fosses ordinaires et les concessions de 15 ans.

En ce qui concerne ces dernières, les familles devront faire procéder au damage des terres avant le placement.

Article 56 :

Les demandes de concession de terrain pour sépulture de 50 ans comportent l'engagement du demandeur :

- 1) d'ériger sur le terrain concédé, dans les 12 mois de l'octroi, un monument conforme aux prescriptions du présent règlement et aux instructions sur la matière ;
- 2) de laisser subsister le susdit monument pendant toute la durée de la concession ;
- 3) de faire exécuter, au monument et éventuellement au caveau, à la première réquisition de l'Administration, tous les travaux rendus nécessaires par quelque cause que ce soit.

Les signes de sépulture à placer sur ces concessions ne peuvent être de bois, de pierre artificielle, de granito, ou autre matière rapidement périssable.

Article 57 :

Les monuments placés sur les concessions de 50 ans sans caveaux seront établis sur des fondations suffisantes pour empêcher toute inclinaison. Les niveaux et aplombs seront rigoureusement observés.

Article 58 :

Chaque concession de 50 ans doit porter un numéro d'ordre taillé d'une manière apparente sur la face antérieure du monument ou de la pierre sépulcrale. Les chiffres ont une hauteur minimum de 3 centimètres et sont gravés autant que possible à 3 centimètres du sol.

Lorsque le concessionnaire n'aura pas fait graver le numéro d'ordre à la première invitation qui lui en sera faite par l'Administration, celle-ci y pourvoira d'office et aux frais du défaillant, sans préjudice de toute autre mesure administrative.

Les assemblages des pierres sur toute concession, seront effectués au moyen d'agrafes ou de broches en métal inoxydable, de dimensions appropriées, en nombre suffisant et pénétrant dans les parties à assembler d'au moins cinq centimètres.

Elles seront scellées au plomb fondu ou au ciment, de façon à ne pouvoir causer d'accident.

Article 59 :

Sauf pour les besoins du service des Inhumations aucun matériau ou autre objet quelconque ne peut être déposé dans l'enceinte du cimetière.

Les pierres doivent être taillées et prêtes à être placées immédiatement avant d'être admises au cimetière. Le placement doit en être achevé dans le délai le plus bref.

Article 60 :

Les inscriptions, épitaphes ou numéros d'ordre doivent être mis sur tous signes indicatifs de sépulture avant que ceux-ci ne soient reçus au cimetière.

Toutefois, après autorisation du bourgmestre, les inscriptions et petits travaux exceptionnels peuvent être exécutés, sous la surveillance du contremaître ou d'un chef d'équipe, sur les monuments existants ou sur ceux arrivant directement des carrières.

Article 61 :

Les matériaux sont apportés et placés au fur et à mesure des besoins, sans préjudice de l'article 54 ; ils sont à la rigueur déposés provisoirement à proximité des travaux aux emplacements désignés par le contremaître ou un chef d'équipe.

Les pierres destinées aux signes de sépulture doivent être finies dans les règles de l'art sur toutes les faces visibles.

Article 62 :

La pose des signes indicatifs de sépulture est effectuée par les soins des familles, en présence d'un agent de l'Administration.

Article 63 :

Les personnes, qui se chargent de placer des signes de sépulture sur les tombes, sont tenues de remettre tous les lieux en parfait état, sous peine de poursuites. Elles doivent déposer les débris à un endroit à désigner par le contremaître ou un chef d'équipe.

Il leur est expressément défendu, de même qu'à quiconque, d'abandonner, de jeter ou de déposer des débris, matériaux quelconques ou immondices sur les pelouses, allées, sépultures ou accotements, ou de les enfouir sur place.

Article 64 :

Toute modification aux monuments érigés sur les tombes doit être approuvée par le bourgmestre qui sera tenu d'en respecter le caractère philosophique ou religieux.

Article 65 :

Il est défendu de prendre ou de déplacer les croix, les signes ou objets funéraires sans l'autorisation des familles et du bourgmestre.

Cette disposition est applicable à toute personne chargée d'exécuter aux tombes un travail quelconque.

La commune n'assure pas la garde des objets déposés sur les tombes.

Article 66 :

Dès l'annonce de la désaffectation d'un terrain dont question à l'article 4, les familles peuvent, sous réserve formelle des droits de tiers et après en avoir obtenu l'autorisation du bourgmestre, reprendre les signes funéraires, pierres sépulcrales ou autres objets qu'elles ont placés sur les tombes. L'Administration disposera de ceux qui n'auront pas été enlevés à l'expiration du délai imparti, et reprendra possession du terrain.

Article 67 :

Les échafaudages nécessaires au placement et enlèvement de signes de sépulture doivent être dressés de manière à ne point nuire aux constructions ni aux plantations voisines.

Article 68 :

Il est interdit d'attacher des cordages aux arbres, d'y appuyer des instruments ou échafaudages, et généralement de leur causer aucune détérioration.

Article 69 :

Les voitures, camions ou remorques servant au transport des matériaux, ne peuvent entrer au cimetière sans autorisation du conservateur ou de son adjoint.

Ces véhicules seront montés sur pneumatiques ; ils doivent être déchargés immédiatement et conduits hors du cimetière dès le déchargement achevé.

En temps de dégel toute circulation de voitures ou camions peut être interdite dans le cimetière.

Chapitre V

Des plantations et de l'entretien des tombes - Responsabilité

Article 70 :

Les plantations des particuliers doivent être faites, sans aucune exception, dans la zone affectée à chaque sépulture et de telle sorte qu'elles n'empiètent pas, par suite de croissance, sur les tombes voisines ni sur les chemins ou dégagements. Celles qui sont jugées nuisibles par l'Administration, doivent être élaguées ou abattues à la première réquisition ; sinon il y sera pourvu d'office aux frais des personnes intéressées. La Commune enlèvera d'office les plantes qui ne sont pas en harmonie avec celles destinées à former rideau derrière les concessions.

Les espaces compris entre les monuments ne peuvent recevoir de plantes. Le conservateur du cimetière

ou son adjoint fera enlever, sans avertissement, celles qui auraient été plantées en contravention de cette disposition.

Il est interdit d'emporter des pots vides ou des plantes quelconques ; cette interdiction ne s'applique pas aux plantes et pots utilisés à la garniture des caveaux d'attente, pour autant que le propriétaire de ces objets soit accompagné d'un agent du cimetière.

La remise en état des jardinets est autorisée lorsqu'elle n'endommage ni les avenues, ni les chemins et les laissent en parfait état de propreté.

Article 71 :

Tous monuments, entourages et jardinets doivent constamment être tenus en parfait état de conservation, d'entretien et de propreté par les familles responsables.

Tout signe funéraire quelconque qui menace ruine ou qui est dégradé doit être réparé ou enlevé par les personnes intéressées.

Après mise en demeure restée sans suite, ou lorsque les ayants droit ou le concessionnaire sont introuvables, il sera procédé d'office sur l'ordre du bourgmestre, à la démolition ou à l'enlèvement des matériaux, qui deviennent propriété de la Commune.

Aucune réparation aux monuments ou signes indicatifs de sépulture ne peut être effectuée au cimetière qu'avec l'assentiment du bourgmestre et aux endroits désignés par le conservateur du cimetière ou son adjoint.

Article 72 :

Le respect de chacun des engagements prescrits au présent règlement et notamment par les articles 53 et suivants, conditionne l'octroi et la jouissance des concessions.

En cas de manquement à ces engagements, la Commune se réserve le droit soit d'interdire toute inhumation ultérieure dans les concessions, soit de refuser un renouvellement, soit de transférer en parcelle ordinaire les corps inhumés dans les concessions, soit de reprendre les terrains concédés sans récupération ou dédommagement.

Les renouvellements seront refusés si le demandeur n'est pas à même de présenter les garanties financières suffisantes pour l'entretien de la concession.

Afin de garantir l'entretien des concessions, il peut être fait application de l'article 7 alinéa 4 de la loi du 20 juillet 1971.

L'Administration se réserve le droit d'introduire une action en dommages et intérêts.

Toutefois, le Conseil communal ne peut mettre fin au droit à la concession qu'après que le bourgmestre, ou son délégué, ait constaté le manquement, que cet acte ait été affiché pendant un an au moins sur le lieu de la sépulture et à l'entrée du cimetière et enfin, que le concessionnaire, à l'expiration du délai d'un an susdit, n'ait pas exécuté ses engagements.

Le Conseil communal pourra agir de même lorsque la concession, laissée en état d'abandon, de délabrement ou de malpropreté manifestes, n'est pas remise en état après l'accomplissement des formalités dont question au paragraphe 6 ci-dessus.

Article 73 :

Le concessionnaire ou ses ayants droit et ayants cause restent responsables en tout temps vis-à-vis de tiers des accidents qui pourraient survenir ultérieurement aux caveaux ou monuments voisins, aux visiteurs ou agents du cimetière, par suite de la mauvaise qualité des matériaux mis en œuvre ou du fait de l'exécution défectueuse des travaux, du défaut d'entretien ou de la non-observance de la réglementation.

Article 74 :

Les concessionnaires et les entrepreneurs sont responsables de tout accident qui serait le résultat de leur négligence ou de leur imprudence, ou de la non-observance de la réglementation.

Article 75 :

Tous dégâts ou dommages causés aux plantations, chemins ou tombes seront, dès constatation, signalés au conservateur du cimetière ou à son adjoint, qui préviendra les parties intéressées afin qu'elles puissent poursuivre la réparation des dégradations, ceci sans préjudice de l'application des pénalités de droit.

Titre 4 : Des caveaux d'attente

Article 76 :

Des caveaux d'attente établis dans le cimetière communal sont mis à la disposition des familles pour le dépôt provisoire des corps ou des urnes des personnes visées par l'article 21, 1° au 5° dans tous les cas justifiés par l'application des règlements.

Article 77 :

Aucun corps ni urne d'une personne visée par l'article 21, 6° du présent règlement ne peut être déposé dans un caveau d'attente.

Article 78 :

Aucun corps, ni urne cinéraire ne sera reçu au caveau d'attente s'il n'est enfermé dans une enveloppe métallique hermétiquement soudée.

Article 79 :

Le séjour des corps ou urnes dans les caveaux d'attente ne peut dépasser le terme de trois mois, à moins d'une autorisation spéciale du Bourgmestre, délivrée pour motifs exceptionnels et moyennant l'application de l'article 2b du règlement-redevances sur l'utilisation de caveaux d'attente, sur toute prestation extérieure fournie par le personnel des inhumations, sur toute réouverture d'un caveau de famille ainsi que sur toutes prestations du médecin commis par l'officier de l'état civil.

Si, au terme de ce délai, les familles n'ont pris aucune disposition pour l'inhumation définitive, le corps ou l'urne sera inhumé d'office dans une fosse ordinaire ou un columbarium 5 ans.

Article 80 :

Au cas où l'enveloppe funéraire des corps ou urnes reposant au caveau d'attente cesserait d'être parfaitement étanche, la famille intéressée sera invitée à prendre immédiatement les mesures requises. A défaut de se conformer dans les 48 heures aux instructions données à cet effet par l'administration, le corps ou l'urne sera inhumé d'office dans une fosse ordinaire ou un columbarium 5 ans, sans préjudice à la récupération de toute taxe, redevance ou frais dus à l'administration.

Titre 5 : Pénalités

Article 81 :

Les contrevenants aux dispositions du présent règlement seront punis des peines de police, sans préjudice des autres peines prévues par les lois et règlements.

Les infractions sont constatées par les fonctionnaires et le personnel du cimetière qualifiés à cet effet. Leurs procès-verbaux feront état de leur qualification policière et seront transmis au commissaire de police. Une copie en sera transmise pour information à leur chef de service.

Dispositions finales

Article 82 :

Le présent règlement général sur la police des transports funèbres, inhumations, cimetière et caveaux d'attente abroge la réglementation antérieure relative au même sujet.

Ses dispositions sont d'application sans préjudice de celles édictées par les arrêtés royaux en matière de manipulation des dépouilles mortelles de personnes contaminées par des substances radioactives.

Article 83 :

Le présent règlement entre en vigueur le cinquième jour qui suit le jour de la publication.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 28 octobre 2015.

Par le Conseil:

David Neuprez
Secrétaire Communal

Bernard Clerfayt
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 28 oktober 2015

Voorwerp nr 60 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Schepenen; H. Frederic Nimal, Schepen wnd.; HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Emin Ozkara, Mevr. Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, H. Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Joëlle van Zuylen, H. Quentin van den Hove, Mevr. Barbara Trachte, Berrin Saglam, H. Bram Gilles, Mevr. Asma Mettioui, H. Thomas Eraly, Mevr. Bernadette Vriamont, H. Eric Platteau, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, H. Halis Kökten, Mevr. Mahinur Ozdemir, HH. Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Algemeen Reglement betreffende de politie over het lijkenvervoer, de begravingen, de begraafplaats en de wachtkelders - Wijzigingen - Goedkeuring #

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 hebben niet gestemd.

Gelet op de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging;

Gelet op de artikels 114 en 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het Algemeen reglement betreffende de politie over het lijkenvervoer, de begravingen en de begraafplaats van 29 maart 1973, en zijn daaropvolgende wijzigingen;

Gelet op de wijziging van artikel 77 van het burgerlijk wetboek als gevolg van de inwerkingtreding op 1 september 2013, van de wet van 14 januari 2013 houdende diverse bepalingen inzake

werklastvermindering binnen justitie ;

Gelet op de ministeriële omzendbrief van 29 december 2000 betreffende de administratieve verzegeling door de gemeentelijke overheden ;

Overwegende dat een aanpassing van het Algemeen reglement betreffende de politie over het lijkenvervoer, de begravingen en de begraafplaats noodzakelijk is ingevolge de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen tot afschaffing van de verzegeling op de kisten en van de verplichting van de aanwezigheid van een gemeentelijk agent gedurende het kisten van de lijken die moeten verast worden of naar het buitenland gerapatrieerd worden ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

ALGEMEEN REGLEMENT BETREFFENDE DE POLITIE OVER HET LIJKENVERVOER DE BEGRAVINGEN, DE BEGRAAFPLAATS EN DE WACHTKELDERS

Titel I : De begravingen

Hoofdstuk I

Algemene beschikkingen

Artikel 1 :

Op het bureau van de begrafenisdienst wordt een register gehouden, waarin dagelijks, zonder enig wit vak, of kloof, alle begravingen, bijzettingen in het columbarium of in volle grond en alle asverstrooiingen op de gemeentelijke begraafplaats worden genoteerd. Daarin word bovendien vermeld : de juiste ligging van het graf alsmede alle inlichtingen die de dienst van nut zijn.

Artikel 2 :

Elke begraving geschiedt in een afzonderlijke kuil, uitgezonderd in de gevallen bepaalt door het reglement op de concessies.

De burgemeester mag echter toelaten, dat een doodgeboren kind en de overleden moeder, of een doodgeboren tweeling in één en dezelfde doodkist gelegd worden.

Artikel 3 :

a) De as van de verbrande lijken mag alleen binnen de omheining van de begraafplaats bewaard worden, onder de volgende voorwaarden:

1. hetzij begraven na in urnen te zijn geplaatst ;
2. hetzij bijgezet in een columbarium ;
3. hetzij uitgestrooid op een daartoe bestemd perceel

b) De as van de verbrande lijken mag eveneens worden verstrooid, begraven of bewaard op een andere plaats dan de begraafplaats zoals bepaald in artikel 24 van de wet van 20 juli 1971 alinéa 4, 1° tot 3°.

Artikel 4 :

De begravingen in gewone percelen geschieden volgens de voorschriften van de wet van 20 juli 1971. De kuilen hebben 2 m lengte bij 0,80 m. breedte.

Zij zullen 1,25 m lang bij 0,80 m breed zijn voor de begravingen van :

1° lijken van kinderen beneden de 7 jaar ;

2° asurnen indien de afmetingen der omhulsels die van een kubus van 0,50 m zijde niet overschrijden

- de terugname van deze graven heeft plaats na het verstrijken van het vijfde jaar, te rekenen vanaf de dag der begraving
- de terugname van gronden, geconcedeerde of niet, wordt aangekondigd door aanplakbiljetten, geplaatst aan de toegangen van deze gronden en aan de ingang van de begraafplaats ; zij lichten de belanghebbenden in, betreffende de termijn tijdens dewelke de graftekens mogen weggehaald worden
- de terugname der nissen van het columbarium geschiedt op dezelfde wijze.

Hoofdstuk II**Formaliteiten die de begrafenis of de lijkverbranding voorafgaan****Artikel 5 :**

Elk overlijden, dat overkomen is of vastgesteld wordt op het grondgebied van de gemeente, moet onverwijld aangegeven worden op het bureel der overlijdens, en dit overeenkomstig de beschikkingen van het burgerlijk wetboek. Vervolgens begeven de aangevers zich naar de begrafenisdienst, om er de nodige schikkingen voor de lijkbezorging te treffen.

Bij het in gebreke blijven, doet de gemeente het nodige ten laste der nalatenschap van de overledene.

Indien de begrafenis plaats heeft in aanwezigheid van een groot aantal personen en eventueel zich zou voortzetten tot na de sluitingstijd van de begraafplaats dient dit zo vlug mogelijk medegedeeld te worden aan het bureau der overlijdens.

Artikel 6 :

Het nemen van dodenmaskers, het balsemen of het kisten mag slechts gedaan worden Voordat de ambtenaar van de burgerlijke stand of zijn afgevaardigde zich van het overlijden vergewist heeft aan de hand van een overlijdensattest (afgegeven door een arts). Alle inbreuken op dat voorschrift worden onmiddellijk ter kennis van de bevoegde politiecommissaris gebracht.

Artikel 7 :

De stoffelijke overschotten moeten in een kist geplaatst worden. Het kisten wordt verzorgd door de familie zo vlug mogelijk na vaststelling van het overlijden door een arts en nadat het overlijden aan de kennis van de ambtenaar van de Burgerlijke stand of zijn afgevaardigde wordt gebracht aan de hand van een overlijdensattest.

Het tijdsbestek waarbinnen dit moet gebeuren moet zo kort mogelijk zijn wanneer het overlijden veroorzaakt werd door een besmettelijke ziekte.

De kist, waarin zich een lijk of as bevindt, mag in geen geval geopend worden zonder schriftelijke toelating van de burgemeester.

Het gebruik van doodkisten, foedralen, doodswaden, producten en procédés die de natuurlijke en normale ontbinding van het lijk of de crematie beletten, is verboden.

De in voorgaand alinea bedoelde doodkisten, voorwerpen en procédés dienen te beantwoorden aan de voorwaarden door de Koning omschreven.

De balseming voorafgaandelijk aan de kisting zal toegelaten worden in de gevallen bepaald door de Koning.

De burgemeester zal de verzegeling voorschrijven, wanneer het ingevolge de omstandigheden aangewezen is. Zijn aangestelde verzegelt de kist met op een der schroeven, die het deksel op de koffer bevestigen, een wassen zegel te plaatsen.

De burgemeester schrijft de maatregelen voor nodig tot het waarborgen van de goede staat van de doodkisten, indien nodig doet hij die van ambtswege uitvoeren op kosten van de betrokken families.

Artikel 8 :

Het kisten van de lijken die moeten verast worden, geschiedt overeenkomstig de voorschriften van de wet van 20 juli 1971 en het koninklijk besluit van 19 januari 1973, betreffende de lijkverbranding toegepast werden. De verzegeling van de kist moet gedaan worden overeenkomstig artikel 7 supra.

Artikel 9 :

Wanneer het lijk of de as van een te Schaarbeek overleden of begraven persoon naar de begraafplaats van een andere gemeente moet worden overgebracht zal de ambtenaar van de burgerlijke stand de toelating tot begraven, voorzien bij artikel 77 van het burgerlijk Wetboek, slechts afleveren wanneer hem een attest wordt voorgelegd waaruit blijkt dat de burgemeester van de plaats van bestemming akkoord gaat met die overbrenging.

Een zelfde getuigschrift is vereist in geval van vervoer naar een andere gemeente van as of lijken, die tijdelijk te Schaarbeek gedeponeerd zijn.

De burgemeester zal al de maatregelen voorschrijven die nodig zijn tot het vrijwaren van de hygiëne en de openbare gezondheid.

Artikel 10 :

In geval van epidemie, wanneer het weghalen der lijken op een bijzondere wijze voorgeschreven wordt, en telkenmale de hygiëne en de openbare gezondheid het vereisen treft de burgemeester de

maatregelen, die noodzakelijk zijn voor de vrijwaring van deze laatste.

Titel 2 : De lijkstoeten

Artikel 11 :

Het toezicht op lijkstoeten berust bij de gemeenteoverheid die zorg draagt dat zij ordelijk, welvoeglijk en met de aan doden verschuldigde eerbied verlopen.

Artikel 12 :

Geen enkel lijk, noch as van overleden personen, mag zonder machtiging van de burgemeester vervoerd worden. Deze machtiging is echter niet vereist voor het transitverkeer op het Schaarbeekse grondgebied met een andere plaats van bestemming, uitgezonderd in geval van epidemie.

Artikel 13 :

Het vervoer van overleden personen mag slechts verzekerd worden door begrafenisondernemingen, als dusdanig ingeschreven in het handelsregister, of door personen bijzonder gemachtigd door de burgemeester. Het moet gebeuren met behulp van een lijkwagen, behoudens wat is bepaald bij artikel 14 of van een daartoe speciaal uitgeruste wagen.

Artikel 14 :

Het terugbrengen op het Schaarbeekse grondgebied van het lijk of de as van een persoon is onderworpen aan een voorafgaande machtiging van de burgemeester. Behoudens een bijzondere afwijking, moet het vervoer van lijken gedaan worden met een lijkwagen of een daartoe speciaal uitgeruste wagen. Het gebruik van een particulier voertuig, welk voldoet aan de regels van de welvoeglijkheid, is toegestaan voor het vervoer van de assen van verbrande personen.

Opgegraven as of lijken mogen slechts in de wachtkamer van de gemeente gedeponneerd worden.

Artikel 15 :

De burgemeester mag het overbrengen per draagbaar toelaten van een gekist lijk. In dit geval wordt de doodkist bedekt met een baardkleed en volgt de lijkwagen de begrafenisstoet.

Artikel 16 :

Het lijkenvervoer van de op het grondgebied van de gemeente overleden of dood gevonden onvermogenen, wordt verzekerd, volgens de modaliteiten bepaald door het College van Burgemeester en Schepenen met inachtnaam van de bepalingen van het huidig reglement. Het bestuur schiet de nodige kosten voor, onder voorbehoud van terugvordering bij de eventuele rechthebbende van de afdlijvige.

Artikel 17 :

Binnen de grenzen der 19 gemeenten van Brussel-Hoofdstad neemt de gemeente de kosten van lijkenvervoer ten haren laste naar de begraafplaats van Schaarbeek, van de personen die behoren tot één van de volgende categorieën :

1. Militairen gevallen op het Veld van Eer ;
2. Personen door de vijand terechtgesteld ;
3. Personen omgekomen tijdens de weerstandsacties tegen de bezetter ;
4. Personen overleden aan de gevolgen van deportatie of gevangenzetting door de vijand ;
5. Krijgsgevangenen gestorven aan de gevolgen van hun gevangenschap ;
6. Oorlogsinvaliden wier invaliditeitsgraad tenminste 50 % bedraagt en die uit dien hoofde houder zijn van een pensioenbrevet ten laste van de Schatkist ;
7. Oudstrijders en gelijkgestelden van de oorlogen 1914-1918 en 1940-1945 wanneer die hoedanigheid blijkt uit een officieel attest.

Nochtans moeten de gerechtigden van de categorieën 6 en 7 ingeschreven zijn te Schaarbeek op het ogenblik van hun overlijden om op kosteloos vervoer aanspraak te kunnen maken.

Het vervoer wordt verzekerd, conform artikel 13, door een begrafenisonderneming, periodiek en bij offerteaanvraag door het gemeentebestuur aangewezen ; het heeft plaats volgens de voorwaarden van het bestek. Het door de gemeente gewaarborgd kosteloos vervoer is slechts van toepassing op een enkelvoudig traject.

Artikel 18 :

Het is verboden om, een om het even welk zinnebeeld, teken of voorwerp te vertonen dat voor de goede orde en de welvoeglijkheid van de lijkstoeten storend is.

Artikel 19 :

opgeheven.

Artikel 20 :

De voertuigen die de lijkstoeten vergezellen worden op de begraafplaats toegelaten. De voertuigen mogen de lanen niet verlaten, noch zonder noodzaak parkeren ; zij volgen stapsgewijs de weg die door het personeel aangeduid wordt.

Titel 3 : De begraafplaats

Hoofdstuk I

Hoofdbeschikkingen

Artikel 21 :

De gemeentelijke begraafplaats is bestemd voor de begraving van lijken of as, voor de verstrooiing van de as of de bijzetting ervan in een columbarium, van personen :

1. die overleden zijn of van wie het stoffelijke overschot gevonden werd op het gemeentelijk grondgebied ;
2. die hun woon- of verblijfplaats in de gemeente hadden maar overleden zijn in een andere gemeente ;

3. die op de begraafplaats een bijzettingrecht bezitten ingevolge de toekenning van een concessie of het recht van bijzetting van een urne in een verleende concessie.
4. de personen die hun woonst of verblijf in een rustoord, een gespecialiseerde instelling of in de woonst van één van hun kinderen hebben ; en die voorafgaandelijk en in laatste instantie hun gebruikelijke woonst of verblijfplaats in Schaarbeek hadden.
5. de personen die gedurende minimum 20 jaar hun woonst of verblijf in Schaarbeek hadden.-
6. de personen die op het ogenblik van hun overlijden de voorwaarden van punt 1 tot 5 niet vervulden en die het voorwerp uitmaken van een asverstrooiing op de gemeentelijke begraafplaats mits betaling van het tarief bepaald in artikel 5 van het retributiereglement op het gebruik van de wachtkelders, op iedere buitendienst verricht door het personeel van de dienst der begrafenissen, op iedere heropening van een grafkelder alsook op alle prestaties geleverd door de door de ambtenaar van de burgerlijke stand aangestelde geneesheer.
7. de personen die op het ogenblik van overlijden niet hernoemen zijn in een van bovenstaande categorieën, mits betaling van het tarief zoals voorzien in artikel 6 van het Algemeen tariefreglement der grafconcessies

Bij de toepassing van het onderhavige reglement, wordt de woonplaats bepaald overeenkomstig de desbetreffende beschikkingen van het burgerlijk wetboek.

Voor het bepalen van de verblijfplaats geldt de inschrijving in de bevolkingsregisters of in het wachregister.

Artikel 22 :

Het overbrengen in gewoon perceel van lijken of as van personen, die op de begraafplaats van een andere gemeente begraven werden, is verboden.

Artikel 23 :

Al de begravingen, al de asverstrooiingen of de bijzetting ervan in een columbarium, op de gemeentelijke begraafplaats, geschieden uitsluitend door het personeel van de gemeente, zonder onderscheid van eredienst, godsdienstige of filosofische overtuiging en dit in de percelen daartoe aangewezen door de burgemeester.

Paaltjes of bordjes duiden de nummers van de perken en de indeling van het terrein aan.

Artikel 24 :

Behoudens uitzonderingen door de burgemeester bepaald, mogen de lijken of as, die in gewoon perceel of in concessie zonder grafkelder begraven worden, niet geplaatst worden in een omhulsel dat uit een moeilijk vergaankbare stof vervaardigd is.

Een hermetisch gesloten metalen omhulsel is verplicht voor de kisten die in een graf- of wachtkelder bijgezet worden.

Hoofdstuk II

De opgravingen

Artikel 25 :

Tot geen enkele opgraving mag worden overgegaan zonder de uitdrukkelijke toelating van de burgemeester, uitgezonderd die bevolen door de gerechtelijke overheid.

Tot geen enkele aanvraag tot opgraving mag worden toegelaten gedurende de winterperiode, van 1 oktober tot en met 31 mars, uitgezonderd die bevolen door de gerechtelijke overheid.

De burgemeester weigert de toelating of schrijft speciale maatregelen voor wanneer de op te graven persoon overleden is aan een besmettelijke, epidemische of infectieziekte.

De opgravingen worden uitgevoerd door een gespecialiseerde firma, door het College van Burgemeester en Schepenen aangewezen, onder het toezicht van het personeel op de begraafplaats.

Om redenen van veiligheid en sanitaire openbare veiligheid, zijn de families, personen buiten het gemeentepersoneel en gemandateerde personen niet toegestaan dit bij te wonen.

In alle gevallen wordt er proces-verbaal opgemaakt van de opgraving.

Artikel 26 :

De opgraving van een lijk voor crematie, mag slechts toegelaten worden indien de formaliteiten, voorgeschreven bij de wet van 20 juli 1971 en het koninklijk besluit van 19 januari 1973, nageleefd werden.

Artikel 27 :

Indien de opgraving gebeurt met het oog op de overbrenging van het stoffelijk overschot naar een andere begraafplaats, is het gebruik van een hermetisch gesloten metalen omhulsel verplicht.

Artikel 28 :

In geval van opgraving zonder overbrenging naar een andere begraafplaats, zal de burgemeester de vervanging van de doodkist voorschrijven of elke andere maatregel treffen die van aard is de welvoegelijkheid of de openbare gezondheid te vrijwaren.

Artikel 29 :

Behoudens de uitzonderingen bepaald door de reglementen ter zake, zijn de taks der opgraving, de kosten voor opgraving en voor een nieuwe doodkist en die betreffende het eventueel wegnemen en terugplaatsen van het grafteken en van de belendende graftekens, ten laste van de betrokken familie of van de eiser.

Hoofdstuk III

De politie over de begraafplaatsen - Algemene beschikkingen

Artikel 30 :

De bewaarder van de begraafplaats of zijn adjunct, is met de politie over de begraafplaats gelast ; hij oefent die uit onder toezicht van de burgemeester, bijgestaan door het personeel van de begraafplaats. Daartoe hebben beiden de hoedanigheid van politieagent.

Artikel 31 :

De meestergast, de ploegbazen, de bewakers, en grafmakers hebben de hoedanigheid van politieagent tijdens de uitoefening van hun respectievelijke opdrachten.

Artikel 32 :

De bewaarder van de begraafplaats of zijn adjunct beteugelt onmiddellijk elke wanorde ontstaan tengevolge van toespraken of plechtigheden bij de grafsteden.

Artikel 33 :

Al wie zich niet met de aan de doden verschuldigde eerbied gedraagt of de voorschriften van het onderhavig reglement niet naleeft, wordt onmiddellijk buiten de begraafplaats gezet, onverminderd eventuele vervolgingen.

Bovendien kan naargelang de ernst van het geval de toegang tot de begraafplaats tijdelijk onttrokken worden aan de personen, die de ordemaatregelen van de rustplaats overtreden hebben.

Artikel 34 :

De begraafplaats is toegankelijk voor het publiek van 8 tot 16 u 15', behoudens uitzonderingen door het College van burgemeester en schepenen te bepalen.

Het bureau voor inlichtingen is toegankelijk voor het publiek van 8 tot 12 uur en van 13 tot 16 uur, behoudens vrijstelling verleend ingevolge artikel 5 alinea 3.

In afwijking van voorgaande beschikkingen is de begraafplaats toegankelijk op zon- en feestdagen van 8 u 30' tot 16 u 15'.

De toegang van voertuigen binnen de muren van de begraafplaats is toegestaan, mits naleving van de wegcode.

Artikel 34 bis :

De bewaarder van de begraafplaats of zijn afgevaardigde mag, in onderhandeling met de overheid die het beheer van de begraafplaats in zijn bevoegdheden heeft, de sluiting ervan bevelen in geval van volstrekte noodzaak te wijten aan een serieuze stormweerrisico voorspeld door het Koninklijk meteorologisch Instituut van België en als er hogere windsnelheden dan 80 km per uur worden voorspeld.

Een bericht van sluiting met melding "storm" zal aan de ingang van de begraafplaats geplaatst worden. De begraafplaats zal terug worden geopend na inspectie, opruiming en de nodige beveiliging van de plaatsen.

Artikel 35 :

Het sluiten der poorten wordt een half uur vóór de sluitingstijd aangekondigd door klokgeluid. Het wordt een kwartier later herhaald en van dan af wordt niemand meer tot de begraafplaats toegelaten.

Artikel 36 :

De toegang tot de begraafplaats is verboden aan personen in staat van dronkenschap, leurders, niet begeleide kinderen en aan personen die vergezeld zijn van dieren, uitgezonderd wanneer het honden zijn die tot gids of trekdier dienen voor invaliden of gebrekkigen. Hij is insgelijks onttrokken aan dragers van vuurwapens, behalve wanneer hun dienst het vereist.

Artikel 37 :

Op de begraafplaats is het verboden :

1. op de omheining te klimmen of die te overschrijden ;
2. banieren, wimpels of vaandels te ontplooien, met uitzondering van nationale, regionale, gemeentelijke of die van de Europese Gemeenschap zonder de toelating van de burgemeester ;
3. enig merkteken of inkerving te maken aan de bomen of takken en planten af te rukken of af te snijden (dit verbod geldt niet voor het normaal onderhoud der graven door een familielid of een afgevaardigde).
4. monumenten, graftekens of voorwerpen die de graven versieren te beschadigen, of aantekeningen te maken op de graftekens of -stenen ;
5. binnen de plantsoenen te dringen, op de graven of de grasperken te lopen, te liggen of te zitten ;
6. de wegen of dreven te beschadigen ;
7. vogels te vangen of hun nesten te vernielen ;
8. kinderen zonder toezicht te laten ;
9. vuilnis te deponeren, en papier of elk ander voorwerp ook weg te werpen, tenzij in de daartoe bestemde korven ;
10. daden te stellen die in strijd zijn met de welvoegelijkheid ;
11. zonder toelating het lijkenhuisje of de lokalen die aan het personeel voorbehouden zijn binnen te gaan ;
12. enigerlei voorwerp te venten, ten toon te stellen of te verkopen ;
13. te spelen ;
14. te zingen of muziek te maken zonder toelating van de burgemeester ;
15. aanplakbiljetten, tabellen, geschriften of aankondigingen aan de brengen, hetzij binnen de begraafplaats, hetzij op haar toegangspoorten of omheining ;
16. foto's te nemen van graftekens of aan deze laatste wijzigingen aan te brengen, door er voorgoed platen , foto's, godsdienstige zinnebeelden of andere tekens op vast te maken, zonder voorafgaandelijke toelating van het gemeentebestuur ;

17. afgietsels te maken of schetsen te nemen van graftekens, in hun geheel of van sommige delen, zonder voorafgaandelijke toelating van het gemeentebestuur ;
18. de doortocht van de lijkstoeten hoe dan ook te belemmeren ;
19. om het even welk voorwerp, dat zich op de begraafplaats bevindt weg te nemen of te verplaatsen, zonder de toelating van de bewaarder of zijn adjunct. Dit verbod geldt voor iedereen, ondernemers inbegrepen, die gelast zijn enig werk, hoe gering het ook weze, aan een grafteken uit te voeren ;
20. enige herstelling aan de graftekens uit te voeren, zonder instemming van de bewaarder van de begraafplaats of zijn adjunct.

Artikel 38 :

Het is eenieder verboden zijn diensten of die van derden aan te bieden hetzij aan de bezoekers van de begraafplaats, hetzij aan de personen die de lijkstoeten vergezellen. Het is eveneens verboden zijn bemiddeling te verlenen in elke zaak die onder de gemeentelijke bevoegdheid betreffende de begrafenissen valt.

Het is verboden de begraafplaats te betreden of er rond te lopen met gereedschap voor het onderhoud van graven indien men niet kan bewijzen dat aan deze laatste werken moeten uitgevoerd worden.

Artikel 39 :

Het is al de kistenmakers, begravings-, grafsteen- en vervoerondernemers, hun klerken of makelaars, en alle andere personen die een handel drijven verband houdende met de begrafenissen, verboden zich op te houden in de bureaus van de begrafenisdienst, of in de onmiddellijke nabijheid ervan met het doel er hun diensten aan te bieden.

De toegang tot de bureaus van de begraafplaats zal ontzegd worden aan de overtreders van dit artikel, waarvan de beschikkingen gelden voor alle bureaus van de begrafenisdienst, zelfs indien die buiten de begraafplaats gelegen zijn.

Artikel 40 :

Al de voorwerpen die op de begraafplaats gevonden worden moeten onverwijld aan de bewaarder of aan zijn afgevaardigde overhandigd worden.

Die stelt er dadelijk akte van op en gelast zich met het deponeren der voorwerpen op het politiebureau.

De gemeente is niet verantwoordelijk voor diefstallen die op de begraafplaats gepleegd worden. De families moeten vermijden voorwerpen op de graven neer te leggen die de begerigheid kunnen prikkelen. Al de versieringen dienen stevig aan de monumenten vastgehecht te worden.

Hoofdstuk IV

Bijzondere beschikkingen betreffende het plaatsen van grafzerken en andere gedenktekens

Artikel 41 :

Zonder afbreuk te doen aan het recht van de concessiehouder en behoudens andersluidende wilsbeschikking van de overledene of verzet vanwege zijn nabestaanden en rekening houdend met de beschikkingen eigen aan het columbarium, heeft iedereen het recht een gedenkteken te plaatsen op het graf van zijn bloedverwant of vriend, ten vroegste drie maand na de begraafing.

De monumenten moeten de ganse duur van de concessie onderhouden worden.

Artikel 42 :

Geen enkel grafteken mag terzelfdertijd voor twee of meerdere graven dienen, behoudens uitzonderingen door het College van burgemeester en schepenen toegestaan, wanneer daartoe een geldige reden bestaat.

Artikel 43 :

Het is verboden op de zater-, zon- en wettelijke feestdagen op de begraafplaats materialen te leveren, of er enig bouw- of plaatsingswerk van een grafteken uit te voeren ; dit geldt ook voor grond- en beplantingswerken.

Deze maatregel is eveneens van toepassing op de andere dagen tussen 12 en 13 u, behalve wanneer de bewaarder van de begraafplaats of zijn adjunct het toelaat.

Dit verbod is niet toepasselijk op het neerleggen door de familieleden van eenvoudige draagbare gedenktekens, kransen, bloemen en medaillons.

Artikel 44 :

Ieder jaar, vanaf de voorlaatste werkdag der maand oktober tot en met 2 november is het verboden :

- a) enig grafteken of -onderdeel te plaatsen of weg te nemen, dit verbod geldt niet voor het neerleggen van kransen, memento's en bloemen ;
- b) opschriften in graftekens te graveren of uit te beitelen, enigerlei beitel-, schilder- of verguldselwerk uit te voeren, alsook graftekens of -onderdelen te reinigen, te voegen of recht te zetten ;
- c) bomen of heesters te planten ;
- d) zich op de begraafplaats te verplaatsen met handkarren, kruiwagens of andere voertuigen of met ladders, emmers en ander reinigingsgerei. Dit verbod geldt niet voor de rijtuigen met bezoekers en is slechts van toepassing vanaf 1 november, om 10 uur, op de bestelwagens, die bloemen aanbrengen om de graven te versieren.

Artikel 45 :

De zerken of graftekens, die bij het sluiten van de begraafplaats op de voorlaatste werkdag van de maand oktober niet geplaatst zijn moeten door de belanghebbenden buiten de begraafplaats gebracht worden vóór elf uur van de volgende dag.

De zerken, graftekens, materialen of andere voorwerpen die op dat ogenblik niet weggeruimd zijn, zullen door de zorgen van het gemeentebestuur verwijderd worden en dit ten laste en op risico van de

overtreders, zonder verhaal voor deze laatsten.

Onderhavig artikel is van toepassing onverminderd de gerechtelijke straffen.

Artikel 46 :

Het oprichten van een grafmonument is onderworpen aan de politiematregelen van onderhavig reglement.

De bouwontwerpen moeten ter goedkeuring aan de burgemeester voorgelegd worden alvorens tot de uitvoering mag worden overgegaan. De plannen, genummerd en in dubbel exemplaar opgemaakt moeten gedateerd en ondertekend zijn door de concessiehouders. Zij moeten melding maken van de inscripties en grafschriften, die niet storend mogen zijn voor de welvoeglijkheid van de begraafplaats, noch voor de orde en de eerbied aan de doden verschuldigd.

Zij zullen slechts goedgekeurd worden onder voorbehoud der rechten van derden.

Artikel 47 :

Het plaatsen van glazen kapellen op de graven is verboden.

Artikel 48 :

De rooilijnen van om het even welk te plaatsen graftekens worden door het Gemeentebestuur vastgesteld.

Artikel 49 :

Geen enkel grafteken mag de hoogte van een meter overschrijden, te meten vanaf de grond, behoudens uitzonderingen toegestaan door het College van burgemeester en schepenen der gemeenten Evere en Zaventem, naargelang hun territoriale bevoegdheid, voor het oprichten van monumenten met vaderlandslievend of gemeentelijk karakter.

De rug van de graftekens zal afgezet worden met dichte hagen waarvan de bladeren voortdurend groen zijn ; die hagen zullen een hoogte hebben van 1.10 m.

Artikel 50 :

Om het even welk grafteken, te plaatsen op de gewone graven, mag niet langer zijn dan 1.50 m. noch breder dan 0.80m., in geen geval mogen de afmetingen van het graf overschreden worden.

Deze afmetingen worden tot 1m. lengte en 0.60 m. breedte teruggebracht voor de graven van kinderen beneden 7 jaar en voor deze bestemd voor de begraafing van urnen en voor asurnen waarvan het omhulsel niet groter is dan een kubus van 0.50 m. zijde.

Artikel 51 :

Doorheen de zerk der monumenten die op de grafconcessies geplaatst worden, mag een opening aangebracht worden voor de aanleg van een bloemperkje. Deze bloemperkjes mogen de afmetingen van het monument niet overschrijden, noch de structuur van het monument verzwakken.

Ze mogen voorzien zijn van een deksel uit hetzelfde materiaal als de zerk ; het dient om het bloemperkje te bedekken wanneer het Gemeentebestuur zulks wenselijk acht voor de reinheid en de welvoeglijkheid van de begraafplaats. Het deksel moet het nummer van het graf dragen.

Artikel 52 :

De zerken der monumenten die op de grafconcessies geplaatst worden moeten tenminste een dikte van 0.10 m. hebben. Ze moeten uit één stuk zijn en de hele oppervlakte van de geconcedeerde gronden bedekken, behoudens uitzonderingen door het Gemeentebestuur te bepalen.

De projectie van de romp der grafmonumenten op het horizontale vlak mag niet buiten de grenzen van de concessie vallen en moet langs beide zijden minstens 0.075 m. inspringen, behoudens de afwijkingen die het schepencollege om gewichtige redenen kan toestaan.

Artikel 53 :

De aanvragen van concessies voor 15 jaar houden voor de aanvrager de verbintenis in

1) ten minste een omlijsting in arduin, granito of kunstmatige steen op het graf te plaatsen, dit binnen de twaalf maand van toekenning.

2) dit grafteken gedurende de ganse concessietermijn ter plaatse te laten ;

3) op het eerste verzoek van het gemeentebestuur aan het grafteken de werken te laten uitvoeren die, voor welke oorzaak ook, noodzakelijk zijn geworden.

De voorgeschreven afmetingen bedragen : lengte 2 m., breedte 1 m. hoogte 0.20 m., dikte 0.10 m., behalve de zijde langs de weg die als reinheidstrede dient en een dikte van 0.15 m. moet hebben.

De gedenktekens mogen in geen geval de afmetingen van 2 m. bij 1 m. overschrijden. Die afmetingen worden teruggebracht op 1.25 m. lengte bij 0.80 m. breedte wanneer het gaat om concessies voor kinderen beneden de 7 jaar en voor deze bestemd voor de begraafing van urnen waarvan het omhulsel niet groter is dan een kubus van 0.50 m. zijde.

Artikel 54 :

Al de gedenktekens, bestemd voor de gewone graven en de concessies voor 15 jaar, moeten in éénmaal op de begraafplaats worden binnengebracht, tenzij één te hoog gewicht een afwijking op deze maatregel rechtvaardigt.

In geen geval mag het totaal gewicht 2.000 kg. overtreffen.

Artikel 55 :

De nodige voorzorgen moeten door de belanghebbenden genomen worden om de perfecte stabiliteit te verzekeren van de graftekens die geplaatst worden op de gewone graven en op de concessies voor 15 jaar.

Wat deze laatste betreft moeten de families de aarde voorafgaandelijk met veel zorg laten aanstampen.

Artikel 56 :

De aanvragen van concessies voor 50 jaar houden voor de aanvrager de verbintenissen in :

- 1) binnen de 12 maand van de toekenning op de geconcedeerde grond een grafteken te plaatsen, dat beantwoordt aan de voorschriften van dit reglement en aan de onderrichtingen ter zake ;
- 2) dit grafteken gedurende de ganse concessietermijn ter plaatse te laten ;
- 3) op het eerste verzoek van het gemeentebestuur aan het grafteken en eventueel aan de grafkelder de werken te laten uitvoeren die, voor welke oorzaak ook, noodzakelijk zijn geworden.

De graftekens die op deze concessies geplaatst worden mogen niet uit hout, kunstmatige steen, granito of andere gemakkelijk vergaanbare materialen vervaardigd zijn.

Artikel 57 :

De graftekens die geplaatst worden op concessies voor 50 jaar zonder grafkelder, moeten een voldoende stevige fundering hebben om elke verzakking te voorkomen.

De horizontale en verticale standen dienen stipt in acht genomen te worden.

Artikel 58 :

Elke concessie voor 50 jaar moet een volgnummer dragen dat op zichtbare wijze in de voorzijde van de grafsteen gebeiteld is. De cijfers moeten 3 cm. groot zijn en zo mogelijk op 3 cm. boven de grond aangebracht worden.

Wanneer de concessiehouder niet ingaat op het eerste verzoek van het Gemeentebestuur het volgnummer te laten aanbrengen, zal dit ambtshalve en op zijn kosten geschieden, onverminderd de andere bestuurlijke maatregelen.

De stenen moeten aan elkaar gehecht worden met een voldoende aantal roestvrije ankers of pinnen van geschikte afmetingen die minstens 5 cm. in de aan elkaar te hechten delen dringen. Ze zullen met gesmolten lood of cement bevestigd worden derwijze dat ze geen ongelukken kunnen veroorzaken.

Artikel 59 :

Geen materiaal, noch om het even welk voorwerp, mag binnen de omheining van de begraafplaats gedeponeerd worden, uitgezonderd wanneer dit noodzakelijk is voor de dienst der begrafenissen.

De stenen moeten behouwen zijn en klaar om onmiddellijk geplaatst te worden vooraleer ze op de begraafplaats toegelaten worden.

Het plaatsen moet binnen de kortst mogelijke tijd beëindigd worden.

Artikel 60 :

De inscripties, grafschriften en volgnummers moeten op de graftekens aangebracht zijn alvorens deze op de begraafplaats kunnen worden toegelaten.

Kleine uitzonderlijke werken, ook inscripties, aan de bestaande grafzerken of aan die welke rechtstreeks van de steengroeven komen, kunnen nochtans door de burgemeester toegelaten worden. De uitvoering ervan staat onder toezicht van de meestergast of de ploegbaas.

Artikel 61 :

Het materiaal wordt aangebracht en geplaatst naargelang de noodwendigheid, onverminderd de bepalingen van artikel 54 ; desnoods kan het voorlopig gedeponeerd worden in de nabijheid van de werken op de plaats aangewezen door de meestergast of de ploegbaas.

De zichtbare zijden van de stenen der graftekens moeten op vakkundige wijze afgewerkt zijn.

Artikel 62 :

Het plaatsen van graftekens gebeurt door toedoen van de families, in het bijzijn van een agent van het Gemeentebestuur.

Artikel 63 :

De personen, gelast graftekens te plaatsen, moeten de plaats waar ze gewerkt hebben opruimen, dit op straffe van vervolging. Ze moeten de afval op een door de meestergast of de ploegbaas aangewezen plaats storten.

Het is iedereen ten strengste verboden, afval, materiaal of vuilnis achter te laten op de perken, wegen, graven en bermen of ter plaats te bedelven.

Artikel 64 :

Elke wijziging aan de geplaatste graftekens moet door de burgemeester goedgekeurd worden, die gehouden is het oorspronkelijk godsdienstig of filosofisch karakter ervan te eerbiedigen.

Artikel 65 :

Het wegnemen of verplaatsen van kruisen, graftekens of enig ander voorwerp is verboden zonder toestemming van de families en van de burgemeester.

Deze beschikking is toepasselijk op al de personen, die gelast zijn werken, hoe gering ook, aan de graftekens uit te voeren.

De gemeente verzekert het toezicht van de aangebrachte voorwerpen op de graven niet.

Artikel 66 :

Vanaf de aankondiging van de terugname van percelen, waarvan sprake in artikel 4, mogen de families, onder formeel voorbehoud van de rechten van derden en na machtiging van de burgemeester, de graftekens, zerken en andere voorwerpen weghalen die ze op de graven geplaatst hebben. Na het verstrijken van de toegekende termijn beschikt het gemeentebestuur over de niet weggehaalde voorwerpen en neemt de grond terug in bezit.

Artikel 67 :

De stellingen, vereist voor het plaatsen of wegnemen van graftekens, moeten derwijze geplaatst worden dat zij de aangrenzende bouwwerken en beplantingen niet beschadigen.

Artikel 68 :

Het is verboden aan de bomen touwen vast te maken, er werktuigen of stellingen tegen te plaatsen, of ze te beschadigen.

Artikel 69 :

Geen enkel voertuig, vracht- of aanhangwagen, gebruikt om materialen aan te brengen, mag de begraafplaats binnen zonder toelating van de bewaarder of zijn adjunct.

De voertuigen moeten met luchtbanden uitgerust zijn ; ze moeten onmiddellijk gelost worden en nadien buiten de begraafplaats gebracht.

Bij dooiweder kan alle verkeer van voertuigen op de begraafplaats verboden worden.

Hoofdstuk V

De beplantingen en het onderhoud der graven - Verantwoordelijkheid

Artikel 70 :

De beplantingen der particulieren moeten zonder enige uitzondering aangebracht worden binnen de oppervlakte die aan elk graf toegewezen wordt, derwijze dat de gewassen zich in geen geval op de aanpalende graven, wegen en uitgangen uitbreiden, ingevolge hun groei. Wanneer het Bestuur oordeelt dat ze schadelijk zijn, moeten ze bij het eerste verzoek dadelijk gesnoeid of omgehakt worden, zoniet zal dit ambtshalve gebeuren ten laste van de betrokkenen.

De gemeente zal zonder enige verwittiging al de planten verwijderen die niet harmoniëren met deze die een scherm vormen achter de concessies.

De ruimte tussen de zerken mogen niet beplant worden. Bij overtreding van deze beschikking zal de bewaarder der begraafplaats of zijn adjunct zonder verwittiging al de gewassen doen verwijderen.

Het is verboden ledige bloempotten of enigerlei planten mede te nemen ; dit verbod geldt niet voor de potten of planten die gebruikt worden voor de versiering van de wachtkelders, voor zover de eigenaar van deze voorwerpen vergezeld is van een bediende der begraafplaats.

Het opschikken der bloemperkjes wordt toegelaten wanneer dit gebeurt zonder de lanen en wegen te beschadigen of te bevuilden.

Artikel 71 :

Al de gedenktekens, omheiningen en bloemperkjes moeten voortdurend in volmaakte staat van bewaring, onderhoud en reinheid gehouden worden door de verantwoordelijke families.

Elk grafteken dat beschadigd is of in puin dreigt te vallen moet door de belanghebbenden hersteld of weggenomen worden.

Wanneer de concessiehouder of de rechthebbenden na aanmaning in gebreke zijn gebleven, zal op bevel van de burgemeester ambtshalve overgegaan worden tot de afbraak ervan of het wegnemen der materialen, deze worden eigendom van de Gemeente.

Geen enkele herstelling der monumenten of graftekens mag op de begraafplaats uitgevoerd worden, tenzij ze plaats heeft met instemming van de burgemeester en op de plaatsen door de bewaarder of zijn adjunct aangeduid.

Artikel 72 :

Het naleven der verbintenissen vervat in onderhavig reglement, meer bepaald in artikel 53 en volgende is als voorwaarde gesteld tot het verlenen ener concessie en het genot ervan.

De Gemeente houdt zich het recht voor elke latere bijzetting in de concessie ofwel de hernieuwing te weigeren, de begraven lijken in gewoon perceel over te brengen ofwel de geconcedeerde grond terug te nemen zonder terugvordering of schadeloosstelling wanneer hogervermelde verbintenissen niet nageleefd werden.

De hernieuwingen zullen geweigerd worden indien de belanghebbende onvoldoende financiële waarborgen voor het onderhoud van de concessie kan voorleggen.

Teneinde het onderhoud van de concessies te waarborgen, kan men beroep doen op artikel 7 alinea 4 van de wet van 20 juli 1971.

Het Bestuur houdt zich nog het recht voor een geding tot het bekomen van schadevergoeding in te stellen.

Nochtans kan de Gemeenteraad slechts een einde maken aan het recht op de concessie nadat de burgemeester of zijn afgevaardigde het in gebreke blijven van de concessiehouder vastgesteld heeft, deze akte gedurende één jaar aangeplakt werd op de plaats van begraven en aan de ingang van de begraafplaats en de concessiehouder na afloop van voornoemde termijn zijn verbintenissen nog niet nagekomen is.

De gemeenteraad kan identiek handelen wanneer de concessie, kennelijk verlaten, vervallen of vervuild, niet in orde wordt gebracht na het vervullen van de formaliteiten waarvan sprake in paragraaf 6 supra.

Artikel 73 :

De concessiehouders of hun rechthebbenden en rechtverkrijgenden blijven ten alle tijde aansprakelijk tegenover derden voor de schade die zou kunnen veroorzaakt worden aan de naastgelegen grafkelders of tekens, of voor de ongevallen waarvan de bezoekers of agenten van de begraafplaats het slachtoffer zouden kunnen worden, ingevolge de slechte hoedanigheid van het gebruikte materiaal, de gebrekkige uitvoering der werken, het gemis aan onderhoud of het niet naleven van de bestaande reglementering.

Artikel 74 :

De concessiehouders en de ondernemers zijn verantwoordelijk voor elk ongeval dat aan hun nalatigheid, onvoorzichtigheid of het niet naleven van de bestaande reglementering te wijten is.

Artikel 75 :

Elke vernieling of schade aan de beplantingen, wegen of graven wordt onmiddellijk, na vaststelling, ter

kennis gebracht aan de bewaarder van de begraafplaats of aan zijn adjunct, die de belanghebbende partijen verwittigt opdat zij het nodige zouden kunnen doen voor de herstelling, onverminderd het vorderen van gerechtelijke straffen.

Titel 4 : De wachtkelders

Artikel 76 :

Wachtkelders opgetrokken op de gemeentelijke begraafplaats worden ter beschikking van de families gesteld voor het voorlopig bergen van lijken of urnen voor persoon bedoeld in artikel 21, 1° tot 5° indien dit door toepassing van de reglementen gewettigd is.

Artikel 77 :

Geen enkel lijk of urne bedoeld bij artikel 21, 6° van het huidig reglement mag in een wachtkelder opgenomen worden.

Artikel 78 :

Geen enkel lijk, noch urne zal in de wachtkelder opgenomen worden, indien dit niet in een hermetisch gelast metalen omhulsel geplaatst werd.

Artikel 79 :

De lijken of urnen mogen niet langer dan 3 maand in de wachtkelder geborgen blijven, tenzij de Burgemeester om uitzonderlijke redenen een speciale machtiging verleent en mits toepassing van artikel 2b van het Retributiereglement op het gebruik van de wachtkelders, op iedere buitendienst verricht door het personeel van de dienst der begrafenissen, alsook op iedere heropening van een grafkelder alsook op alle prestaties geleverd door de door de Ambtenaar van de burgerlijke stand aangestelde geneesheer. Indien de families, bij het verstrijken van deze termijn, geen enkele schikking betreffende de definitieve teraardebestelling getroffen hebben, zal het lijk of de urne ambtshalve begraven worden in een gewoon graf of een columbarium 5 jaar.

Artikel 80 :

Indien het in de wachtkelder geborgen lijk- of urneomhulsel niet volledig lekvrij blijft, zal de betrokken familie verzocht worden, onmiddellijk de nodige maatregelen te treffen.

Zo binnen de 48 uren aan de door het bestuur daartoe verstrekte onderrichtingen geen gevolg gegeven wordt, zal het lijk of de urne ambtshalve begraven worden in een gewoon graf of in het columbarium 5 jaar, onverminderd de opvordering van alle aan het bestuur verschuldigde taksen, vergoedingen en kosten.

Titel 5 : Strafbepalingen

Artikel 81 :

De overtreders der beschikkingen van onderhavig reglement zullen tot politiestraffen veroordeeld worden, onverminderd de andere straffen voorzien bij de wetten en reglementen.

De inbreuken worden vastgesteld door de daartoe bevoegde beambten en het personeel van de begraafplaats. Hun processen-verbaal zullen hun politie bevoegdheid vermelden en overgemaakt worden aan de politiecommissaris.

Een kopie zal ter informatie aan hun dienstchef overgemaakt worden.

Slotbepalingen

Artikel 82 :

Dit algemeen reglement betreffende de politie over het lijkenvervoer, de begravingen, de begraafplaats en de wachtkelders, heft alle vorige reglementering ter zake op.

Zijn beschikkingen zijn van toepassing onverminderd deze voorgeschreven door de koninklijke besluiten betreffende de behandeling van de stoffelijke overschotten van door radioactieve stoffen besmette personen.

Artikel 83 :

Onderhavig reglement treedt in voege de vijfde dag volgend op de dag van de bekendmaking.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 28 oktober 2015.

Namens de raad :

David Neuprez
Gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt
Burgemeester-Voorzitter